



Commission économique pour l'Europe

Comité des transports intérieurs

**Forum mondial de l'harmonisation
des Règlements concernant les véhicules**

Groupe de travail des dispositions générales de sécurité

116^e sessionGenève, 1^{er}-5 avril 2019

Point 12 de l'ordre du jour provisoire

Règlement ONU n° 116 (Dispositifs antivol et systèmes d'alarme)**Proposition de complément 7 au Règlement ONU n° 116
(Dispositifs antivol et systèmes d'alarme)****Communication de l'expert de l'Organisation internationale
des constructeurs d'automobiles****

Le texte ci-après, établi par l'expert de l'Organisation internationale des constructeurs d'automobiles (OICA), vise à modifier la définition du mot « clef » de telle façon que soient pris en compte les systèmes d'alarme innovants pour véhicule. Il est fondé sur le document informel GRSG-115-20, présenté à la 115^e session du Groupe de travail des dispositions générales de sécurité (GRSG) (voir le rapport publié sous la cote ECE/TRANS/WP.29/GRSG/94, par. 49). Les modifications qu'il est proposé d'apporter au texte actuel du Règlement ONU n° 116 figurent en caractères gras.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (20 février 2019).

** Conformément au programme de travail du Comité des transports intérieurs pour la période 2018-2019 (ECE/TRANS/274, par. 123, et ECE/TRANS/2018/21, module 3.1), le Forum mondial a pour mission d'élaborer, d'harmoniser et de mettre à jour les Règlements ONU en vue d'améliorer les performances des véhicules. Le présent document est soumis en vertu de ce mandat.



I. Proposition

Paragraphe 5.1.5, lire :

« 5.1.5 Par “clef”, tout dispositif **physique ou toute solution électronique** dont la conception et la construction permet de faire fonctionner un système de verrouillage, lui-même conçu et construit pour pouvoir être actionné uniquement par ce dispositif **physique ou cette solution électronique**. **Tout appareil (par exemple un téléphone intelligent) non fourni par le constructeur du véhicule ne fait pas partie du “dispositif électronique”**. ».

Paragraphe 6.1.8, lire :

« 6.1.8 Par “clef”, tout dispositif **physique ou toute solution électronique** dont la conception et la construction permet de faire fonctionner un système de verrouillage, lui-même conçu et construit pour pouvoir être actionné uniquement par ce dispositif **physique ou cette solution électronique**. **Tout appareil (par exemple un téléphone intelligent) non fourni par le constructeur du véhicule ne fait pas partie du “dispositif électronique”**. ».

Paragraphe 8.1.6, lire :

« 8.1.6 Par “clef”, tout dispositif **physique ou toute solution électronique** dont la conception et la construction permet de faire fonctionner un système de verrouillage, lui-même conçu et construit pour pouvoir être actionné uniquement par ce dispositif **physique ou cette solution électronique**. **Tout appareil (par exemple un téléphone intelligent) non fourni par le constructeur du véhicule ne fait pas partie du “dispositif électronique”**. ».

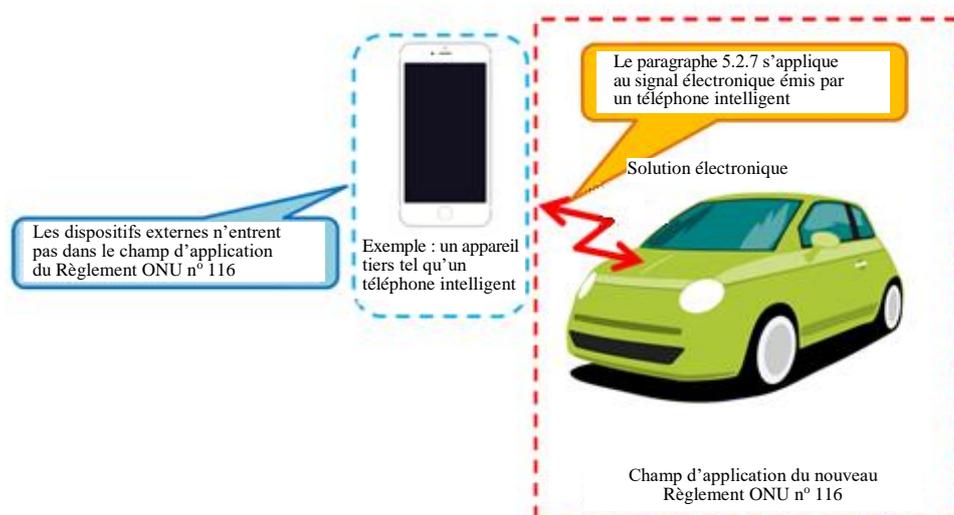
II. Justification

1. À la 106^e session du GRSG (mai 2014), l’expert de la Commission européenne (CE) a fourni au GRSG des informations sur les nouveaux systèmes d’alarme innovants pour véhicules tels que les dispositifs d’alarme silencieuse ou de déverrouillage des portes fonctionnant au moyen d’un téléphone intelligent (GRSG-106-38), et s’est demandé s’il convenait d’apporter une modification appropriée au Règlement ONU n° 116. Le sujet a de nouveau été discuté à la 107^e session du GRSG (septembre 2014). L’expert de l’Allemagne a fait savoir (GRSG-107-08) que l’homologation de certaines de ces solutions électroniques avait été refusée parce que le signal des téléphones intelligents était considéré comme une clef supplémentaire, non fournie par le constructeur du véhicule, et susceptible d’interférer avec le système d’alarme d’origine du constructeur.

2. Cependant, la clef en elle-même n’est qu’un dispositif d’activation, et non de protection (antivol). Tout dispositif visé par le Règlement ONU (les dispositifs de protection contre une utilisation non autorisée, les systèmes d’alarme ou les dispositifs d’immobilisation) peut être doté de sa propre clef de verrouillage et de déverrouillage. Par exemple, le verrouillage et le déverrouillage du système de verrouillage des portes n’entrent pas dans le champ d’application du Règlement ONU n° 116.

3. Les clefs physiques ne sont pas le seul moyen de donner accès au véhicule : une clef exclusivement électronique peut également être utilisée.

4. La définition actuelle du mot « clef », qui comporte l’expression « uniquement par ce dispositif », ne permet pas de prendre en compte les téléphones intelligents. C’est pourquoi il est proposé d’ajouter « ou solution électronique ». L’appareil (par exemple un téléphone intelligent) et le logiciel qui transmettent la solution électronique au véhicule n’entrent pas dans le champ d’application du Règlement ONU n° 116. Si la solution électronique est définie comme une clef, on peut raisonnablement considérer que la solution électronique transmise par l’appareil satisfait aux prescriptions du paragraphe 5.2.7 (systèmes de verrouillage électriques ou électroniques – voir la figure ci-dessous).



5. La présente proposition introduit une distinction entre la « clef » en tant que solution électronique et la « clef » en tant que matériel et logiciel utilisés pour transmettre ladite solution électronique, et modifie le Règlement ONU n° 116 afin que les nouveaux systèmes innovants soient pris en compte comme il se doit dans le Règlement. Les nouveaux systèmes innovants font appel à des composants qui ne font pas partie intégrante du véhicule : il s'agit par exemple des dispositifs, des appareils, des systèmes d'exploitation, des canaux de communication et des serveurs utilisés pour activer ou désactiver le système de verrouillage en transmettant la solution électronique.

6. La présente proposition spécifie que la solution électronique doit satisfaire aux exigences du Règlement ONU n° 116 dans la mesure où elle est considérée comme une clef, tandis que les appareils et les logiciels qui ne sont utilisés que pour transmettre la solution électronique ne relèvent pas du Règlement ONU n° 116. Toujours d'après le paragraphe 5.4, le fabricant doit garantir la sécurité du véhicule.

7. Voici des exemples de clefs existantes :

a) Clef physique dotée d'un émetteur (fourni par l'équipementier) = antivol de direction activé/désactivé par une clef physique, système d'alarme ou dispositif d'immobilisation activé/désactivé par une solution électronique, dispositif physique fourni au client par l'équipementier ;

b) Téléphone intelligent utilisé comme clef = téléphone intelligent (non fourni par l'équipementier) + application d'accès (fournie par l'équipementier) + solution électronique (fournie par l'équipementier) ;

c) Téléphone intelligent utilisé comme clef = téléphone intelligent (non fourni par l'équipementier) + application d'accès (autopartage, non fournie par l'équipementier) + solution électronique (fournie par l'équipementier) ;

d) Accès internet = appareil informatique (non fourni par l'équipementier) + navigateur (non fourni par l'équipementier) + page Web (service de livraison à la voiture, non fourni par l'équipementier) + solution électronique (fournie par l'équipementier).